

ALERTE OTAN !

Belgique- België P.P.
1050 Bruxelles 5
1/17024
P 301185

Bulletin trimestriel du Comité de Surveillance OTAN
N°76 - 1^{er} et 2^e trimestre 2020

Sommaire

p2 F-35 : d'énormes dépenses militaires au détriment de la santé... et de notre sécurité

p4 La campagne contre l'achat des F-35 et contre les armes nucléaires n'a rien de « populiste » !

p5 Le Docteur Folamour veille sur votre santé

p6 Il faut démystifier l'OTAN !

p7 L'OTAN, un outil encore utile pour Washington mais loin d'être unique

p9 L'insoluble intrication de l'Otan dans l'Union Européenne

p11 Defender Europe 2020

p12 Venezuela

p13 Afghanistan

p15 Hommage à Giulietto Chiesa

Heureusement, l'Otan nous protège...

Alors que la pandémie éclatait en Europe, le Secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, s'inquiétait : *"J'attends des Alliés qu'ils restent engagés dans leurs investissements pour leur défense"*, déclarait-il à la mi-mars. Il avait bien raison de s'alarmer : les populations des pays de l'Otan risqueraient d'avoir l'idée saugrenue de reconsidérer leur problème de «sécurité & défense» et ne finissent par se demander si leur réelle sécurité, leur réelle *défense*, ne serait pas plus assurée par des investissements dans le secteur public, les soins de santé, les matériels médicaux, les hôpitaux, plutôt que par des bombes nucléaires et des bombardiers.

En février 2019, lorsque le gouvernement belge faisait détruire son stock stratégique de masques FFP2 et décidait, pour «faire des économies», de ne pas le renouveler, il avait déjà avalisé l'achat de 34 chasseurs bombardiers F-35 pour 4 milliards d'euros - et pour un coût estimé actuellement à 15 milliards au final, service après-vente compris. On voit où sont les priorités du gouvernement.

L'Otan a également le sens des priorités. Malgré la catastrophe humaine inédite que constitue l'épidémie, avec l'Europe comme épicerie, l'Alliance n'a nullement annulé l'opération *Defender 2020*, qui mobilise des milliers de troupes à travers l'Europe confinée. Les contraintes liées à la pandémie ont tout juste forcé l'Otan à restreindre ce qui devait être le plus grand exercice de l'armée US en Europe en 25 ans, simulant une agression nucléaire contre l'«ennemi» russe.

Alors que l'épidémie commençait à déferler sur un Iran fragilisé par les sanctions occidentales, les Etats-Unis décrétaient de nouvelles sanctions contre le pays ; fin mars les USA mettaient la tête du président élu vénézuélien à prix et envoyaient une flotte militaire contre ce pays, rejointe quelques

jours plus tard par des navires de guerre français et britanniques. La « *lutte de l'Otan contre le trafic de drogue* » dissimule à peine la volonté de durcir le blocus maritime au moment même où le Venezuela pourrait, espèrent-ils, être mis à genou par la pandémie.

Le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, avait pourtant appelé à « *la levée des sanctions qui peuvent saper la capacité des pays à répondre à la pandémie* ». Les Alliés eux semblent y voir plutôt une belle opportunité de «changement de régime»

A un moment où toutes les ressources auraient dû être entièrement mobilisées au service de l'humanité, les pays de l'Otan offrent le spectacle d'une inhumanité impitoyable. L'Otan défend nos valeurs, répètent-ils. Sont-ce vraiment là les valeurs que nous voulons défendre ? Qui et de quoi l'Otan protège-t-elle réellement ? Il y a quelques mois encore, Stoltenberg, comme tant d'autres de nos dirigeants, aimait répéter que "l'Otan est le socle de la sécurité européenne et transatlantique". Jamais un tel discours n'a sonné aussi creux aux oreilles des populations confinées.

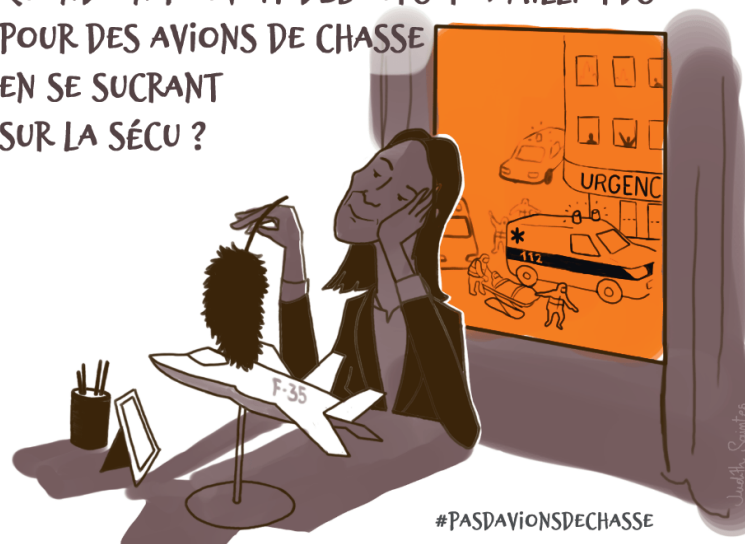
Prix : 1€

www.csotan.org - info@csotan.org

Dons : BE94 0682 4474 9114

F-35 : d'énormes dépenses militaires au détriment de la santé... et de notre sécurité

HAAA ... ON N'ÉTAIT PAS BIEN AVANT,
QUAND ON POUVAIT DÉBOURSER 4 MILLIARDS
POUR DES AVIONS DE CHASSE
EN SE SUCRANT
SUR LA SÉCU ?



Judith Saintes - publié sur www.cnapd.be

Dans le portrait qu'elle faisait de Sophie Wilmès le samedi 21 mars dernier, la Libre Belgique nous apprenait que « de nombreuses photos de famille [ornaient] son bureau... aux côtés de la maquette d'un F-35, le chasseur ultramoderne et potentiellement doté du feu nucléaire acquis par la Belgique il y a deux ans ».

A ce moment, le gouvernement Michel a conclu l'achat de 34 avions chasseurs-bombardiers pour une somme dépassant les 4 milliards d'euros. Sophie Wilmès était ministre du budget. C'est elle qui avait la charge du suivi de la trajectoire budgétaire extrêmement austère imposée par le gouvernement, dont l'épargne de 3,8 milliards d'euros sur les soins de santé sur l'ensemble de la législature. Une austérité qui n'a pas concerné les dépenses militaires vu les 9,3 milliards d'investissement que le gouvernement a contracté ces mêmes années. Evidemment, ce n'est pas une maquette d'ambulance qui trône sur le bureau de Sophie Wilmès.

Pourtant, chacun peut désormais le ressentir, se le certifier : engager autant d'argent public dans du matériel de guerre est une aberration quand on voit le peu de cas que ce gouvernement a prêté au secteur des soins de santé et, plus largement, à l'ensemble des services publics.

Acheter 34 avions chasseurs-bombardiers à capacité nucléaire n'est pas une priorité, loin de là. L'avoir fixé comme telle lors de la précédente législature est d'une profonde violence. Chacun l'expérimente aujourd'hui, sans même nécessairement devoir se rappeler qu'1 personne sur 5 en Belgique continue de vivre

en-dessous du seuil de pauvreté, que la justice est exsangue, que nous assistons à la plus grande extinction massive de la biodiversité, que les effets du réchauffement climatique vont devenir catastrophiques si l'on ne prend pas de mesures radicales, que...

Si vraiment elle trouve cela joli sur un bureau de première Ministre, madame Wilmès peut évidemment garder sa maquette de F-35. Chacun ses goûts après tout. Mais il n'est plus question de voir arriver ces joujoux grandeur nature chez nous. Chacune et chacun devrait partager cette évidence. Pourtant, plusieurs interventions médiatiques récentes rappellent que le contrat pour les 34 avions F-35 doit être maintenu parce qu'il est « important pour l'économie belge ». Or, d'après une enquête parue au début de ce mois dans le magazine Jane's, les compensations pour la Belgique s'élèvent pour le moment à 21 millions d'euros. Oui, 21 millions d'euros ! Des clopinettes.

Et même si le [prochain] gouvernement nous promettait de futurs monts et merveilles économiques, les compensations resteront bien moindres que si cet argent, notre argent, était investi directement dans des politiques publiques réellement utiles. Particulièrement quand nous nous apprêtons à affronter

>>>> suite à la page 3

>>>> suite de la page 2

« la pire crise économique depuis 1929 ».

Avec 4 milliards d'euros récupérés, on peut alléger la charge de la population. En renonçant à 7 de ces avions, on peut combler le déficit de la sécurité sociale. Et si l'on veut rêver, renoncer à un seul de ces 34 avions de combat permettrait de dégager de l'argent pour construire 1 hôpital, ou 47 écoles primaires, ou 1314 logements sociaux. Cela permettrait d'installer 75 éoliennes, de subventionner 3750 emplois, ou encore de prendre en charge 11.600 demandeurs d'asile pendant un an.

Nous tentons actuellement d'avoir des réponses quant à la somme que le gouvernement s'est malheureusement empressé de donner au constructeur des F-35 pour bétonner le contrat (d'après nos calculs, nous nous approchons des 200 millions d'euros déjà déboursés). Une faute qu'on peut ajouter à l'erreur politique. Nous essayons également de connaître les clauses de ce contrat pour voir dans quelle mesure il est possible d'être remboursés. Probablement – et même si le plus important de la somme serait de toute façon épargné par une rupture de contrat – que des motifs légaux liés à l'état de nécessité, au changement fondamental de circonstances et à un cas de force majeure pourraient être invoqués pour dépasser les obstacles.

Du coup, comment le gouvernement a pu décider une telle dépense ? Pour que la Belgique reste « un partenaire fiable de l'OTAN et continue d'assumer ses responsabilités ». Purement et simplement. Elle est là, la justification politique de cette dé-

pense somptuaire. Une justification grotesque quand on voit les responsabilités internationales que notre gouvernement fuit constamment. Une justification absurde quand on voit ce que la Belgique et l'OTAN font de ces avions. Ainsi, être un partenaire fiable de l'OTAN est donc plus important que renflouer la sécurité sociale ou la justice, plus important que lutter contre la pauvreté ou contre le réchauffement climatique.

Or, qu'a fait la Belgique, ce partenaire fiable de l'OTAN, avec ses avions F-16 ? Elle s'entraîne à transporter et larguer les bombes nucléaires, elle nargue la Russie à nos frontières afin d'attiser les animosités, elle a bombardé l'Afghanistan, la Libye, la Syrie ou l'Irak. Tous des pays qui sont désormais à genoux, gangrenés par la violence et la guerre.

Il suffit de prendre un peu de hauteur pour constater l'inutilité d'user d'avions de combat pour travailler à un monde plus stable. Et on constate aujourd'hui, en plus, que notre sécurité ne se trouve pas là. Travailler à la sécurité, c'est travailler à des conditions d'existence dignes pour chacune et chacun. Renoncer aux dépenses militaires permettrait d'entamer un peu plus le chemin pour y parvenir. d'une Europe de paix dans un monde plus sûr.

Samuel Legros 17.4.2020
Extrait du site www.cnapd.be

La campagne contre l'achat des F-35 et contre les armes nucléaires n'a rien de « populiste » !

Dans une interview publiée par Het Laatste Nieuws du 20 avril dernier, le général Comperol se réjouit du paiement déjà effectué de 8 milliards d'euros par le gouvernement précédent, et il considère que la Belgique devrait faire encore un effort pour que le budget de La Défense atteigne les 2% du PIB réclamés par l'Otan.

Contrairement aux affirmations du général Comperol, il n'y a rien de « populiste » à revendiquer une réduction drastique des budgets des gouvernements belges destinés aux guerres et à la défense militaire des intérêts du capitalisme. Si la pandémie du coronavirus provoque autant de dégâts dans un pays « riche » comme la Belgique, c'est parce que toutes ces richesses que nous produisons ne sont pas consacrées à l'organisation de l'économie en fonction des besoins de la population, à l'amélioration de la Sécurité sociale, aux besoins de la Santé Publique. Si nous laissons faire ce nouveau hold-up, l'après-coronavirus

sera encore plus chaotique et violent que la situation actuelle subie par la grande majorité de la population.

Alors que l'Etat-major de l'armée belge réclame des moyens supplémentaires pour les guerres de l'Otan, au mépris du bien-être de la population, la contestation commence à gagner les simples soldats car ils sont eux aussi contaminés massivement par le Corona-virus. Ce fut le cas au cours de l'Opération Defender 2020, qui a dû réduire le déploiement des troupes et retarder leur installation à la frontière de la Russie. C'est aussi

>>>> suite à la page 4

NoNukes - No F-35

>>>> suite de la page 3

le cas des marins des porte-avions géants, états-uniens et britanniques, qui se dirigeaient vers les Caraïbes pour attaquer le Venezuela, ou ceux du porte-avions français Charles de Gaulle

Malgré le confinement, la Plateforme PAS D'AVIONS DE CHASSE et NONUKES.BE, dont fait partie le Comité de Surveillance Otan, ont relancé la campagne pour annuler le contrat des F-35 et débarrasser notre pays des bombes nucléaires qui y sont stockées et que ces bombardiers devraient transporter pour de nouvelles guerres.

Cette campagne a déjà rencontré un écho important, auprès des 170.000 « confinés » de tout le pays qui y ont répondu favorablement. Le général Compernel s'en indigne, nous nous en réjouissons.

Claudine Pôlet 27/4/2020

Traduction d'un extrait de l'interview à Het Laatste Nieuws concernant les F-35

HLN: « Stopper les investissements dans la Défense et investir cet argent dans les Soins de Santé » cet appel résonne plus que jamais en ces

temps-Corona. « Ce sont des discours populistes prononcés par des gens qui ne savent pas de quoi ils parlent », réplique le général Marc Compernel.

Cependant, des voix s'élèvent, par exemple pour supprimer le contrat d'achat des F-35 et investir cet argent dans les soins de santé. « C'est une discussion populiste, sans connaissance des faits réels. L'achat des F-35 reviendra à 12-13 milliards d'euros sur les 40 prochaines années, en ce inclus les salaires des militaires. En comparaison : Rien qu'en 2018, 26 milliards d'euros ont été attribués par l'autorité fédérale aux soins de santé. Cela met les différents montants en perspective, sans placer l'un au-dessus de l'autre. Des contrats sont déjà signés pour près de 8 milliards d'euros, j'en suis sûr. Annuler ces contrats coûterait vraisemblablement plus cher en frais de dédommagements, que les contrats eux-mêmes. Ensuite, notre contribution actuelle est bien en dessous de ce que l'Otan demande. Notre pays consacre moins de 1% du PIB à la Défense, alors que l'Otan demande d'y consacrer 2% du PIB ».

Priorité ?

La Belgique anticipe le déploiement de nouvelles **bombes nucléaires** sur son sol



mais ne renouvelle pas son stock de **masques de protection médicale** à temps



nonukes.be

Priorité ?



1

chasseur-bombardier
à capacité nucléaire F-35

=



2.200

systèmes d'assistance
respiratoire

La Belgique a acheté **34** chasseurs F-35,
l'équivalent de **74.800** respirateurs artificiels

nonukes.be

visuels publiés par la plateforme nonukes.be

Le Docteur Folamour veille sur votre santé

Face au Coronavirus -déclare l'US European Command (Commandement Européen des États-Unis)- "notre première préoccupation est de protéger la santé de nos forces et de nos Alliés". Il annonce ainsi avoir redimensionné en nombre de soldats l'exercice Defender Europe 20 (Défenseur de l'Europe 2020). Mais celui-ci continue.

Le 16 mars, le Commandement précise que "depuis janvier l'US Army a déployé à partir des États-Unis en Europe 6.000 soldats", avec 12.000 pièces d'équipement (allant des armements personnels aux chars d'assaut), et qu'a été "complété le mouvement de soldats et équipements depuis divers ports jusqu'aux aires d'entraînement en Allemagne et Pologne". En plus de ceux-ci, "9.000 soldats USA basés en Europe" participent aussi à l'exercice.

Le but déclaré des USA est de "déployer une force crédible de combat en Europe en appui à l'OTAN", évidemment contre l'"agression russe". Le but réel est de semer une tension et de nourrir l'idée de l'ennemi.

Le scénario déclaré de l'exercice ne pourrait jamais se vérifier, notamment parce qu'un affrontement armé entre OTAN et Russie serait inévitablement nucléaire. C'est là le vrai scénario auquel s'entraînent les forces USA en Europe. Ce que confirme le général Tod D. Wolters, chef du Commandement Europe des États-Unis et, comme tel, Commandant Suprême Allié en Europe (SACEUR installé au SHAPE à Mons, Belgique, ndlr).

Dans une audition au Sénat des États-Unis, le 25 février 2020, il déclare que "les forces nucléaires, suprême garantie de la sécurité des Alliés, soutiennent toute opération militaire USA en Europe". Cela signifie que le Defender Europe 20 est un exercice non seulement de forces conventionnelles (non-nucléaires), mais de forces nucléaires.

Le 18 mars a été communiqué que deux bombardiers B-2 Spirit d'attaque nucléaire, faisant partie de la task force arrivée des USA le 9 mars, ont décollé de Fairford en Angleterre pour s'entraîner au-dessus de l'Islande et de l'Atlantique-Nord avec trois chasseurs F-35 norvégiens. Ces deux types d'avion sont préparés pour l'utilisation des nouvelles bombes nucléaires B61-12, que les USA vont déployer sous peu en Italie et (ndlr : ainsi qu'en Belgique, Pays-Bas, Allemagne et Turquie) à la place des actuelles B-61.

Le rôle des forces nucléaires USA en Europe est clarifié par Wolters dans son audition au Sénat. Quand le sénateur Fischer lui demande ce qu'il pense de la non-première-utilisation des armes nucléaires, le général répond : "Sénateur, je soutiens une politique flexible de la première utilisation." Celui qui a entre les mains les armes nucléaires USA/OTAN en Europe déclare ainsi officiellement soutenir, sur la base d'un critère "flexible", leur première utilisation pour le first strike, l'attaque nucléaire par surprise.

Face à une déclaration d'une telle gravité, qui pousse les généraux russes à mettre le doigt sur la gâchette nucléaire, silence complet des gouvernements, des parlements et des grands médias européens. Dans la même audition le général Wolters affirme que "depuis 2015 l'Alliance a mis surtout l'accent sur le rôle des capacités nucléaires" et que "le Commandement Européen des États-Unis soutient pleinement les recommandations, contenues dans la Nuclear Posture Review 2018, de déployer le missile balistique à faible puissance W76-2". La tête nucléaire à faible puissance W76-2, déjà installée sur des missiles lancés depuis un sous-marin (annonce faite par le Pentagone le 4 février), peut être installée aussi sur des missiles balistiques avec base à terre au bord du territoire ennemi. Elle est particulièrement dangereuse. "Des armes nucléaires de puissance mineure -préviennent aussi des experts étasuniens notoires- augmentent la tentation de les utiliser en premier, et peuvent amener les commandants à faire pression pour que, dans une attaque, on utilise la bombe nucléaire, sachant que la retombée radioactive serait limitée". Ce serait au contraire comme jeter une allumette en feu dans une poudrière.

24mars2020- Manlio Dinucci
Traduction – M.A. Patrizio

Il faut démystifier l'OTAN !

Le mot Mythe vient du grec Mythos qui signifie un «récit imaginaire» et avant tout une histoire inventée.

Selon le dictionnaire Larousse, on explique le mythe comme un récit mettant en scène des actions imaginaires, des fantasmes collectifs, ou un ensemble de croyances d'un phénomène, d'un événement historique, d'une technique qui leur donnent une force, une importance particulière. En résumé, ce qui est imaginaire, dénué de réalité.

La philosophe Simone Manon, en se référant au mot « mythe », explique : « Le mythe à sa naissance serait un récit gratuit, de pure fantaisie, destiné au seul plaisir, à l'art, à l'enchantement, à la réponse d'une question, c'est la solution d'un problème, c'est toujours une explication, quelque chose qui relèverait en somme de la philosophie, si l'on entend par là la démarche de notre esprit quand il cherche à «savoir» et à tirer au clair les grandes interrogations qui nous viennent devant le monde et devant nous-mêmes ».

D'après ces définitions, on peut penser que, sans aucun doute, le mythe répond à un besoin d'explication, mais aussi de justification, sans lesquelles l'homme ne saurait se rassurer face à l'inconnu de la réalité qui l'entoure.

L'OTAN est-elle devenue un mythe dans notre société? Répondre à cette question est le but de cet article. Nous devrions nous demander comment les Etats-Unis et les pays de l'Europe occidentale ont pu, à travers un détournement historique, nous faire croire que cette machine de guerre qu'est l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord communément appelée l'OTAN, pouvait être en même temps un organisme de paix, de défense des valeurs comme la liberté, la démocratie, les droits de l'homme, manipulant ainsi les citoyens du monde entier.

Mais finalement, savons-nous vraiment quel est le rôle que joue l'OTAN dans le monde?

Commençons par le début : elle a pu être installée grâce à la peur, utilisée comme moteur à l'époque de la guerre froide. Puis, en voyant que cette machine de guerre servait de façon extraordinaire leurs propres intérêts, les pays impérialistes ont continué à perfectionner et affiner ce clone au moyen de l'art de l'illusion. Ils ont utilisé la propagande en faisant un lavage de cerveaux massif et systématique pour convaincre le monde entier d'une seule doctrine. C'est comme ça que l'Alliance Atlantique a réussi à perdurer dans le temps, en exigeant de plus en plus de moyens économiques de chaque pays membre, jusqu'à devenir une Hydre assoiffée d'argent, de pouvoir et de sang.

Il faudrait s'interroger : Est-ce que dans le monde actuel où nous vivons, devant tant de guerres, tant d'injustice, tant de désinformation, et après avoir subi sans arrêt la propagande mensongère de cette machine de guerre, sommes-nous encore capables de distinguer entre vérité et mensonge? guerre ou paix? mythe ou mystification? Ou simplement préférons-nous dans une grande majorité de cas ignorer la réalité ou nous accommoder à cette réalité en justifiant l'injustifiable?

Si on fait une analyse de la situation, peut-on se penser que l'OTAN a vraiment contribué à la paix et à la sécurité dans le monde? A-t-elle promu des valeurs démocratiques?

S'occupe-t-elle de la gestion de crises, pour arriver à des accords de paix?

On pourrait se demander ainsi si elle a vraiment rempli le rôle qu'elle-même s'était attribué au moment de sa création?

Mais qui est le responsable de cet état de choses, de cette incapacité à voir le monde comme il est véritablement? N'est-ce pas celui ou ceux qui rendent difficile ou impossible l'accès aux informations objectives et véritables?

Est-ce que les grandes fortunes, propriétaires des tous les grands médias du monde entier n'ont pas une grande responsabilité dans cet état des choses?

D'autre part, des responsabilités n'incombent-elles pas également aux journalistes qui se résignent eux aussi à accepter et propager le mensonge dans la peur d'un possible chaos à venir ou de la perte de leur job ?

Pourquoi des citoyens ont-ils jugé indispensable de créer des sites internet comme Wikileaks, et pourquoi les créateurs de ces sites subissent toutes sortes de pressions de la part des autorités gouvernementales allant même jusqu'à la prison, comme c'est le cas depuis 8 ans pour Julien Assange, courageux exemple de la non-acceptation de ce nouvel «ordre» mondial.

Mais, dans ce combat à la recherche de la vérité, on continue à s'interroger et à se demander, pourquoi une large partie de la population accepte l'inacceptable sans se poser la moindre question, quels facteurs la poussent à croire l'incroyable.

Face à cette énorme machine de guerre qu'est l'OTAN, face à l'anéantissement total des pays qui n'ont pas accepté ses diktats - Yougoslavie, Afghanistan, Irak, Libye, face à la guerre sans merci contre la Syrie et, dernièrement contre l'Iran, me-

>>>> suite à la page 7

>>>> suite de la page 6

née par des pays soi-disant démocratiques dont la plupart sont membres de l'OTAN, devant tous ces conflits militaires, combien de citoyens sont capables de distinguer réellement l'agresseur (le pays dont l'armée attaque et envahit un autre pays), ou l'agressé (le pays attaqué et envahi) ?.

Quand on voit tant de pays détruits au nom de «démocratie, liberté, droits de l'homme», (du pur cynisme quoi ??), nous, citoyens du monde, nous ne pouvons plus continuer à croire ce mensonge incommensurable, ce mythe qu'est devenu l'OTAN. Il faudrait être aveugle et sourd pour continuer à croire que l'OTAN défend des valeurs propres à une vraie démocratie.

Comme le dit Thomas Hobbes, nous devons nous demander

par quel moyen un si grand nombre d'opinions contradictoires, fondées sur des faux principes se sont si profondément enracinées en nous.

Des facteurs tels que le manque d'éducation, le consumérisme exacerbé, l'individualisme à outrance, le manque de solidarité envers les proches, ne sont-ils pas les vrais responsables de notre aveuglement face à la réalité telle qu'elle est et de notre croyance dans une réalité inexistante qui s'adapte mieux au mensonge du monde actuel ? En agissant de telle façon, nous endormons notre esprit au chant des sirènes, comme des Ulysse des temps modernes.

29 février 2020

P.Villalon et P. Granado

L'OTAN, un outil encore utile pour Washington mais loin d'être unique

Les déclarations du président français Emmanuel Macron sur l'OTAN «en état de mort cérébrale» ont provoqué bien des réactions et s'expliquent par la difficulté de réagir à l'imprévisibilité politique américaine,

- face à une Turquie « autorisée par Washington » à envahir une partie du Kurdistan syrien,
- à propos de l'Iran en matière d'accord de sécurité nucléaire et d'autres traités internationaux,
- en ce qui concerne le degré de pertinence de la garantie américaine autour de l'article 5 de l'Alliance atlantique,
- à propos de la capacité à édifier un véritable pilier européen dans l'Alliance,
- en ce qui concerne la volonté de relancer un dialogue euro-russe.

Notre général Francis Briquemont ne dit pas autre chose en évoquant l'OTAN qui serait « obsolète depuis 1989 ». La dissolution de l'Union soviétique la rend infondée et illégitime. Pour ses partisans, elle a gagné la guerre dite froide. Mais c'était il y a 30 ans. On peut s'interroger sur les raisons de la présence de troupes de Washington sur les territoires européens. Serge Halimi n'a-t-il pas raison de soulever la question : « Jusqu'à quand l'OTAN ? »

Pour moi, l'OTAN sert sans aucun doute à la « sanctuarisation » du territoire américain et garantit la destruction de l'Europe en cas de guerre tout autant que l'engagement de sauvegarder le système capitaliste.

Les EUA sont-ils vraiment engagés par la clause de défense mu-

tuelle ? Iraient-ils jusqu'à mettre en œuvre la dissuasion, c'est-à-dire la menace d'utiliser l'arme nucléaire, pour protéger la frontière ou la stabilité de l'un ou l'autre des Etats membres attaqué, prenant ainsi le risque de représailles sur leur territoire ? N'entreraient-ils pas, en cas de guerre, en dernier lieu lorsque leurs alliés seraient déjà anéantis? D'abord l'anéantissement de l'Europe ou du Japon, puis la défense de leur propre territoire. Dès lors, notre opposition à l'OTAN est fondamentalement alimentée de cette « sanctuarisation » des territoires américains. Or, nous le savons, quelle que soit l'administration américaine, Washington contrôle l'OTAN à tous points de vue.

L'inquiétude croissante que nous avons se base sur deux faits :

d'une part, malgré tous les discours, l'UE reste, jusqu'à présent, un satellite des Etats-Unis d'Amérique. Cette situation s'opère en vertu du traité de Lisbonne rédigé par les Européens eux-mêmes ; d'autre part, Washington ne supporte plus les vétos répétitifs de ses alliés. Il contourne simplement l'OTAN en créant des bases militaires en Europe sous son propre commandement direct.

Les paragraphes du traité de Lisbonne qui prouvent le caractère de quasi-satellite de l'UE, figurent dans les « dispositions concernant la politique de sécurité et de défense commune » (PSDC) et dans l'article 42 du traité consolidé dont le 2e para-

>>>> suite à la page 8

Jusqu'à quand l'Otan?

>>>> suite de la page 7

graphe met en évidence le fait que l'OTAN peut affecter l'UE en matière de la PSDC mais pas l'inverse et que la garantie mutuelle de l'UE est sans réserve ; par contre, le fameux § 5 de l'OTAN est relatif au consentement de chacun de pays-membres.

En voici le texte: « *Les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties, et en conséquence elles conviennent que, si une telle attaque se produit, chacune d'elles, dans l'exercice du droit de légitime défense, individuelle ou collective, reconnu par l'article 51 de la Charte des Nations Unies, assistera la partie ou les parties ainsi attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique Nord.* » Le mot-clé en est «...prendra les mesures qu'il juge nécessaires pour apporter une assistance à l'Allié attaqué. »

On y remarque aussi la présence significative de pays-membres neutres ou quasi neutres de l'UE et en l'occurrence : l'Autriche, Chypre, la Finlande, l'Irlande, Malte et la Suède ainsi que le Danemark qui bénéficie de la clause d'exemption en matière de PSDC, soit 7 sur 28, après Brexit ; mais en même temps, pour les pays-membres européens de l'OTAN, « le fondement de leur défense collective et l'instance de sa mise en œuvre » est l'OTAN.

En matière de sécurité et de défense, constatons qu'aucun pays européen n'a de base militaire en Amérique du Nord alors que les EUA en disposent des centaines rien qu'en UE.

Le caractère satellitaire n'est cependant pas absolu dans les secteurs apparemment non stratégiques. Le veto de Willy Brandt opposé à la demande de Washington en 1966 n'est que le début d'une série d'autres dont le dernier est celui de la Hongrie pour s'opposer ces dernières semaines à une rencontre OTAN-Ukraine. Avant cela, les alliés européens ont empêché que l'OTAN assume des missions non militaires, institue une grande Alliance tous azimuts, opère un partage des zones d'intervention en Afrique, fasse adhérer la Géorgie ou l'Ukraine, ou s'occupe des questions énergétiques.

Or, ces « mauvaises plaisanteries » des alliés européens font réagir Washington qui tend à établir une espèce d'« OTAN parallèle » au moyen d'accords bilatéraux dans lesquels les Etats-Unis ont la domination exclusive. Il s'agit de constituer des bases militaires exclusivement américaines en Europe : en Belgique, en Pologne, en Hongrie, au Kosovo, en Macédoine du Nord, en Bulgarie et en Roumanie, et puis plus récemment en Grèce et à Chypre, abstraction faite des bases de l'OTAN, déjà sous contrôle militaire américain. Par exemple, il y a environ 40 000 soldats américains et 179 bases américaines/OTAN rien qu'en Allemagne

Washington se vante que son commandement en Europe, l'EUCOM jouit d'un positionnement unique pour faire avancer les intérêts stratégiques américains à travers l'Eurasie. Du reste, comme dans le passé, Washington n'est pas trop regardant sur les régimes politiques de leurs alliés, pourvu qu'il puisse établir chez ces derniers des nouvelles bases militaires. Il s'agit actuellement de la plus grande présence militaire américaine en Europe depuis longtemps.

L'existence d'une Europe en tant que satellite américain se vérifie aussi dans trois autres domaines. D'une part, l'usage du \$ des EUA reste fort répandu encore en Europe. Or ceci permet le « seigneurage » de Washington, la création bancaire du \$ du néant, et l'application des sanctions américaines extraterritoriales. D'autre part, l'UE accepte et applique les sanctions édictées par Washington, pratiquement sans modifications, qu'il s'agisse de la Russie ou de l'Iran. Elle accepte même les sanctions que les EUA lui administrent, par exemple tout récemment en ce qui concerne l'oléoduc russo-allemand. Ils le peuvent en prétextant que l'usage du \$ implique le recours aux banques américaines.

Enfin, dans aucun de ces cas, les EUA ne respectent l'article 4 de l'OTAN prévoyant les consultations préalables au sein de l'organisation. Depuis longtemps d'ailleurs, leur implication budgétaire en Europe est fort modeste et la maintenance de l'OTAN est principalement à charge des alliés européens. Ces derniers assument donc les frais de leur propre satellisation !

Nicolas Bardos,
10.2.2020

L'insoluble intrication de l'Otan dans l'Union Européenne

L'OTAN (29 Etats membres) et l'UE (27 Etats membres) ont actuellement 22 membres en commun. Même si 5 membres sont ainsi théoriquement « neutres », l'Otan est mentionnée directement dans les traités et accords de l'UE à partir du traité de Maastricht (1991).

En 2002, L'UE et l'Otan signent un partenariat stratégique officiel, où tout en affirmant que la volonté de l'UE d'avoir une politique européenne en matière de sécurité et de défense (PESD) ne peut que « *contribuer à la vitalité de l'Alliance Atlantique, au renforcement mutuel* », le texte affirme aussitôt « *l'indivisibilité de la sécurité entre UE et Otan* », et assure que « *l'Otan demeure le fondement de la défense collective de ses membres* ».

C'est réaffirmé dans le projet de Constitution, devenu traité de Lisbonne (2007), où un paragraphe précise que « *[La PESD] respecte les obligations découlant du traité de l'Atlantique Nord [...] et elle est compatible avec la politique commune de sécurité et de défense arrêtée dans ce cadre.* » L'UE gravait donc dans un texte qui se voulait fondamental, la soumission de certains de ses membres à une organisation militaire extérieure.

En 2017 le Conseil Atlantique-Nord, demandait à UE « *d'appliquer des législations nationales qui facilitent le passage de forces militaires à travers les frontières* » et « *d'améliorer les infrastructures civiles de façon à les adapter aux exigences militaires* » ; quelques mois plus tard (mars 2018) l'UE répondait très exactement à cette exigence, avec son « *Plan d'action sur la mobilité militaire* »

La consanguinité de la relation s'est encore exposée en 1999 et 2004, avec des adhésions pratiquement simultanées à l'Otan et à l'UE de toute une série de pays : République tchèque, Hongrie, Pologne (1999), Pays Baltes, Bulgarie, Roumanie, Slovaquie et Slovaquie (2004).

La genèse commune de l'UE et de l'Otan

L'ambiguïté prend sa source à la création même des deux organisations. Au lendemain de la guerre, l'Union Soviétique victorieuse du fascisme, jouissait d'un grand prestige, et la crainte était réelle de voir la population d'Europe occidentale se tourner en faveur du socialisme. Ce n'est définitivement pas « la peur » brandie par le fameux discours de Spaak, d'une improbable invasion militaire de l'URSS, mais bien la peur d'une adhésion idéologique ; aucun moyen n'a été négligé, et en par-

ticulier sur le plan de la propagande.

Ce n'est plus un secret que le projet d'unification européenne est dès le départ une volonté états-unienne ; les Etats-Unis ont apporté un concours financier direct pour aider à la réalisation, et pour la propagande en faveur de cette union. Le « père de l'Europe » Jean Monnet était un agent rétribué par les Etats-Unis, et l'ancien nazi Walter Hallstein, promoteur avant-guerre de la « Neue Europa » et recyclé aux USA, devenait le premier président de la Commission européenne.

L'Alliance Atlantique et la future Communauté Européenne sous égide étatsunienne assuraient de manière durable la vassalisation de l'Europe de l'Ouest, sur les plans militaires et idéologiques, et ce avec le plein consentement de la bourgeoisie européenne qui voyait ainsi la meilleure assurance pour se prémunir du spectre du socialisme.

Dès leur création les 2 institutions sont donc intimement liées, sous le signe de l'anticommunisme, et il n'est pas autrement surprenant que la confusion soit toujours bien entretenue. En témoigne la fameuse résolution « *Importance de la mémoire pour le futur de l'Europe* » votée en septembre 2019, assimilant communisme et nazisme, et où est affirmé textuellement que « *en adhérant à l'Union européenne et à l'OTAN, les pays d'Europe centrale et orientale ont non seulement pu retourner dans le giron de l'Europe libre et démocratique, mais ont aussi réussi à entrer dans une dynamique de développement socio-économique.* » La résolution a été votée par 82% des parlementaires européens, 'gauche' socialiste et écologiste comprise.

« Nos valeurs » communes et des intérêts qui le sont un peu moins

Il était naïf d'imaginer que l'Otan allait disparaître en 1991 avec l'effondrement de l'URSS. Le prétexte officiel disparaissait, mais la raison d'être de l'Otan était, elle, plus que jamais présente : une alliance militaro-idéologique regroupant les puissances impérialistes sous évident leadership US, permettant à la fois de maintenir l'« allié » européen sous étroit contrôle et, au-delà des rivalités, d'imposer au reste du monde une domination économique maximale.

Cependant la disparition de ce qui était jusque-là le prétexte officiel a contraint à une réorientation fondamentale de la propagande atlantiste, en même temps qu'elle a donné à la grande

>>>> suite à la page 10

Jusqu'à quand l'Otan?

>>>> suite de la page 9

bourgeoisie européenne, libérée de sa 'peur', la perspective de se libérer de la tutelle US.

Le discours officiel s'est donc transformé : la raison d'être de l'Otan, c'est « la défense des Valeurs », liberté, démocratie, droits de l'homme, l'attirail complet. Le discours que le Secrétaire Général adjoint de l'Otan, Mircea Geoană, a prononcé à l'occasion de la commémoration de l'holocauste est un exemple caractéristique de ce détournement historique : « *Après la guerre, les pays libres ont cherché une voie nouvelle ; une voie fondée sur le respect des valeurs universelles inscrites dans la Charte des Nations Unies ; des valeurs telles que le droit à la vie, à la liberté de religion, à la liberté tout court ; l'OTAN a été créée pour défendre ces valeurs et pour protéger les populations d'Europe et d'Amérique du Nord contre la tyrannie* ».

Il est intéressant de se rappeler que les membres fondateurs de l'Alliance Atlantique réunissaient les USA en pleine ségrégation raciale, le Portugal fasciste de Salazar, la France qui était en train d'enseigner la liberté et les droits de l'homme au Vietnam et en Algérie, et les autres puissances coloniales de l'époque.

En 1948, juste une année avant la création de cette Alliance pour défendre de si nobles valeurs, l'armée française avait massacré autour de 100.000 Malgaches. Il est douteux que les peuples du Congo 'belge', de Palestine, d'Indonésie et tant d'autres, partagent la vision idyllique de l'histoire de M. Geoană.

Les vellétés d'armée européenne

L'Union européenne ambitionne d'être la plus forte économie du monde. La nouvelle présidente de la Commission Européenne Ursula Von der Leyen expliquait en décembre vouloir transformer les problèmes écologiques en opportunité économique pour l'UE, et créer des « *champions mondiaux* » - autrement dit des multinationales européennes qui domineraient le marché.

« *Dominer le marché* », quelle que soit la manière dont on l'enrobe, pose en fait directement la question de la puissance militaire. La dépendance actuelle et l'impuissance militaire propre de l'Union Européenne ne lui permettent que d'avoir la part que les amis américains consentent à lui laisser.

La nouvelle Commission Européenne ne s'y trompe pas. « *Von der Leyen veut redonner à l'Europe les moyens de sa puissance* » titrait Les Echos en septembre, et le journal économique se félicitait que la présidente assumait « *une vision géopolitique du projet européen, avec pour ambition de muscler l'action de l'Union sur la scène internationale* ». « *Je veux que l'Europe ait sa propre ligne de conduite. C'est une lourde responsabilité, qui*

implique de développer notre assertivité et nos forces » exprimait-elle dans le même journal, « [...] *De grands progrès ont été faits. Une union de la défense a été créée, l'interopérabilité des armées a été améliorée, le Fonds européen de défense est en place, ce qui est une excellente nouvelle pour nos industries.* »

Josep Borrell, le nouveau chef de la diplomatie européenne plaide pour un renforcement de la présence militaire de l'Union Européenne au Sahel. « *Le Sahel et l'Afrique de façon plus générale sont très clairement une priorité de mon mandat et de la nouvelle Commission européenne* » déclare-t-il. Les Européens tentent d'imposer l'Afrique, où les Etats-Unis sont moins présents, comme « leur » arrière-cour.

Ces ambitions entrent bien sûr en contradiction avec la volonté d'hégémonie des US, et avec la vassalisation assurée par l'Otan. Cela explique parfaitement les gages donnés formellement à l'Otan au sein des traités européens, et les contorsions de langage pour affirmer que l'armée européenne ne peut que 'renforcer' l'Otan, s'en veut 'complémentaire', et tout ce genre de choses.

Cela explique également qu'un représentant de la haute bourgeoisie européenne feigne de se lamenter sur la « *mort cérébrale* » de l'Otan, mort qui *obligerait*, à regret !, les Européens à créer leur propre 'défense'.

Un autre obstacle à la concrétisation de ces vellétés est le manque d'unité politique et en particulier la présence au sein de l'UE de pays tels la Pologne dont les dirigeants sont inconditionnellement atlantistes. Les rivalités historiques, en particulier entre la France et l'Allemagne sont une autre réalité difficilement contournable. Les dirigeants français rêvent de donner au continent une *capacité d'action militaire autonome* - mais sous direction française....

Malgré tout l'Union Européenne essaie d'avancer prudemment, pas à pas, vers une entité dotée de sa propre armée, qui serait dans la logique même du système économique fondateur du projet européen. Et ces avancées sont tout à fait concrètes. La précédente Commission Européenne a lancé en 2017 un Fond européen de la défense qui doit atteindre **5,5 milliards par an** à partir de 2021. Une « *Mission européenne de surveillance maritime dans le détroit d'Ormuz* » pour « *préserver les intérêts économique européens* », regroupe 8 pays de l'UE et est opérationnelle depuis fin janvier. Pour contrer la méfiance envers l'ambition de domination française, le président Macron tente de présenter aux partenaires les bombes atomiques françaises comme élément de la « *sécurité de l'Europe* »,

Le retrait de l'Otan de chacun de nos pays ne doit pas signifier l'adhésion à un autre impérialisme, plus acceptable, plus « sym-

>>>> suite à la page 11

>>>> suite de la page 10

pathique » parce qu'il serait européen. Les prétendues défenses des entités impérialistes ne défendent que les intérêts de leurs classes dominantes, et mettent au contraire en danger leurs populations. La protection de la Belgique ne passe pas par la destruction de la Libye ou de la Syrie, et elle n'a définitivement pas besoin d'avions de chasse, qu'ils s'appellent *F-35* ou *Euro-fighters*. La protection de l'Europe, et de l'humanité, ne sera certainement pas assurée par des bombes nucléaires, qu'elles soient otaniennes ou franco-européennes. La réelle protection

des peuples, ici et là-bas, passera nécessairement par le rejet de ce système économique, basé fondamentalement sur la domination d'une partie du monde sur une autre, pour un système basé sur la coopération et l'égalité entre les peuples.

Roland Marounek, février 2020

Defender Europe 2020

« La modification de l'exercice ne nuira pas à la capacité de l'OTAN de protéger tous les Alliés et de protéger nos valeurs communes. Nos nations, nos Alliés, nos partenaires et nos adversaires potentiels doivent savoir que nos forces restent prêtes ».(site officiel de l'Otan)

Malgré l'extension exponentielle de la pandémie du Covid-19, l'Opération DEFENDER 2020, organisée par l'Otan se poursuit. 20.000 soldats US débarquent dans les ports européens depuis le début du mois de février, 20.000 autres militaires des différents pays européens traversés, construisent et réparent des quais portuaires, des routes, des ponts, des entrepôts d'armes, des casernes, de la France aux confins de la Pologne pour s'installer face à la Russie. Cette Opération Defender 2020-Europe est appelée « un exercice ne visant personne », mais il est clair que la Russie est sa cible. Elle a été à peine réduite suite à la défection de la Finlande et de la Norvège.

Parmi les « entraînements » organisés, il est également prévu des exercices utilisant des armes nucléaires. A la veille du lancement de l'Opération, le Saceur (commandant en chef du SHAPE) a déclaré froidement être « partisan de l'idée d'utiliser l'arme nucléaire en premier »

Dans chacun des pays où nos dirigeants participent à Defender 2020, il faut appeler à la fermeture des bases de l'Otan, et à ce que les soldats refusent de participer aux nouveaux crimes de guerre en préparation. L'opération Defender 2020 doit être annulée et pas seulement réduite ou reportée.

Nos gouvernements complices doivent prendre sur les budgets militaires les fonds nécessaires à la construction de services de santé et de soins dignes de la préservation de la vie humaine. La haine des gouvernements européens et américain pour la Russie, la Chine, Cuba, Venezuela n'a pas changé depuis que Churchill, en 1945, proposait aux « alliés » de continuer la Seconde Guerre mondiale jusqu'à écraser l'URSS de l'époque. Defender 2020 est perfidement présenté comme « un exercice »,

Les contrats d'achat des F-35 doivent être dénoncés et révoqués. Les bombes nucléaires américaines stockées en Belgique et dans quatre autres pays d'Europe doivent en être retirées. Les bases aériennes militaires de tous les pays européens doivent être fermées. Les budgets des Etats consacrés à l'armement doivent être drastiquement réduits. Toutes les entreprises qui travaillent pour l'industrie de l'armement doivent être reconverties.

Claudine Pôlet
30.4.2020

Venezuela

La Grande-Bretagne et la France envoient des navires de guerre rejoindre la flotte de navires de guerre des Etats-Unis. Ce déploiement militaire de trois plus puissants Etats membres de l'Otan a pris comme prétexte la lutte contre un soi-disant trafic de drogues dont le Venezuela serait la plaque tournante. Un 2ème prétexte a été invoqué, celui de l'aide humanitaire aux pays des Caraïbes touchés par la pandémie du corona virus. Le gouvernement vénézuélien, cité aujourd'hui comme exemple dans la lutte contre la pandémie par la représentation de l'ONU à Caracas, a clairement répondu, en s'adressant au peuple des Etats-Unis d'Amérique. Nous publions cette déclaration ci-dessous :

Lettre du Président Nicolas Maduro au peuple des Etats-Unis d'Amérique

Caracas, 3 avril 2020

Au peuple des Etats-Unis d'Amérique :

Depuis quelques semaines, le monde est paralysé, il cherche à contrôler une pandémie qui est sans doute le défi le plus important que nous ayons affronté ensemble en tant que société et en tant que communauté internationale. Comme pour le peuple des Etats-Unis, l'affronter est notre priorité.

Heureusement, au Venezuela, nous avons certains avantages. Nous prenons des mesures très tôt d'isolement et de dépistage élargi en nous appuyant sur notre système de santé public et gratuit qui possède des médecins de famille dans tout le pays. Nous avons aussi une inestimable organisation communautaire pour aider à élever la conscience sociale et apporter son soutien aux plus vulnérables. La solidarité de Cuba, de la Chine et de la Russie et le soutien de l'Organisation Mondiale de la Santé nous ont également permis d'obtenir le matériel médical dont nous avons besoin malgré les sanctions illégales de Donald Trump.

En vous exprimant ma solidarité face à cet important défi historique et notre consternation et notre douleur pour les conséquences de la pandémie aux Etats-Unis, je me vois également obligé de vous alerter sur le fait que, pendant que le monde se focalise sur l'urgence du COVID-19, le Gouvernement de Trump, en instrumentalisant encore une fois les institutions pour atteindre ses objectifs électoraux et en se basant sur des infamies sous prétexte de lutte contre la drogue, a ordonné le déploiement militaire le plus important des Etats-Unis dans notre région en 30 ans dans le but de menacer le Venezuela et de conduire notre région vers un conflit coûteux, sanglant et de durée indéfinie.

Avant cette manœuvre fallacieuse, le 26 mars dernier, William Barr, un Procureur Général dont l'indépendance est discutable (il a recommandé l'invasion de 1989 au Panama contre Noriega et aidé à couvrir les illégalités du scandale Iran-Contra), a présenté, sans en montrer aucune preuve, des accusations de trafic de drogue vers les Etats-Unis contre de hauts fonctionnaires de l'Etat vénézuélien et contre moi-même bien que les informations du Département de la Défense lui-même démontrent que le Venezuela n'est pas un pays de transit primaire des drogues vers les Etats-Unis comme le sont des pays alliés de Washington comme la Colombie ou le Honduras.

Il est évident que le Gouvernement de Trump crée un rideau de fumée pour occulter sa gestion improvisée et erratique de la

pandémie aux Etats-Unis. Depuis le début, Donald Trump l'a minimisée et l'a niée comme il l'a fait pour le changement climatique. Aujourd'hui, la crise s'aggrave simplement parce que, bien qu'il possède les ressources, il n'est pas disposé à transformer le système de santé en un système qui donne la priorité aux soins complets de la population et non aux profits de la médecine privée, des compagnies d'assurance et des entreprises pharmaceutiques.

Nous, au Venezuela, nous ne voulons pas d'un conflit armé dans notre région. Nous voulons des relations fraternelles, de coopération, d'échange et de respect.

Nous ne pouvons pas accepter les menaces belliqueuses, les blocus, nous ne pouvons pas accepter non plus l'intention d'installer une tutelle internationale qui viole notre souveraineté et ignore les avancées de cette dernière année dans le dialogue politique sincère entre le Gouvernement et une grande partie de l'opposition vénézuélienne qui souhaite des solutions politiques, pas des guerres pour le pétrole.

Pour tout ce qui précède, je lance un appel au peuple des Etats-Unis pour qu'il mette un frein à cette folie, pour qu'il rende ses gouvernants responsables et les oblige à fixer leur attention et à destiner leurs ressources à l'attention urgente que réclame cette pandémie. Je demande, avec l'arrêt des menaces militaires, la levée des sanctions illégales et du blocus qui restreint notre accès à du matériel humanitaire si nécessaire aujourd'hui dans le pays. Je vous demande, le cœur sur la main, de ne pas permettre que votre pays soit entraîné, une fois de plus, dans un autre conflit interminable, un autre Vietnam ou un autre Irak mais cette fois, plus près de chez vous.

Nous ne sommes pas aussi différents qu'ils voudraient nous le faire croire grâce à des infamies. Nous sommes des peuples qui cherchent une société plus juste, libre et compatissante. Ne laissons pas les intérêts particuliers de minorités aveuglées par l'ambition nous séparer. Nous, comme l'a dit un jour notre dirigeant Hugo Chávez, nous partageons le même rêve. Le rêve de Martin Luther King est aussi le rêve du Venezuela et de son Gouvernement révolutionnaire. Je vous invite à lutter ensemble pour faire de ce rêve une réalité.

Non à la guerre des Etats-Unis contre le Venezuela

Stop aux sanctions criminelles

Nous voulons la Paix

Lettre du Président Nicolas Maduro - Source en espagnol :

<https://albaciudad.org/2020/04/carta-del-presidente-maduro-al-pueblo-de-ee-uu-queremos-paz-hay-que-ponerle-freno-a-la-locura-de-trump/>

Traduction : Françoise Lopez pour Bolivar Infos



Afghanistan

Ci-dessous, une information transférée de notre mailing list. Elle reste d'actualité. Nous reviendrons sur cette guerre de l'Otan toujours en cours depuis 2001, dans un prochain numéro du bulletin Alerte Otan (ndlr)

De nombreux défis militaires à relever malgré l'accord de paix

AFP, 27/02/20 + commentaires entre crochets de R.M.

Après la signature d'un accord avec les talibans, les Etats-Unis resteront confrontés à de nombreux défis sur le plan militaire en Afghanistan, du retrait [très relatif, voir ci-dessous] de leurs forces au désarmement des insurgés et à leur intégration dans l'armée nationale.

Pour préserver la sécurité des forces américaines sur le terrain, le retrait sera très progressif et le plus discret possible, indique-t-on au Pentagone, en donnant pour exemple la réduction des forces américaines en Syrie l'an dernier, qui s'est déroulée sans incident notable, mais sans témoin. *[sic : ils sont toujours là, pour 'protéger' les puits de pétrole du gouvernement syrien]*

L'accord avec les talibans, qui doit être signé samedi à Doha, laisse entrevoir une fin à la guerre en Afghanistan, lancée le 7 octobre 2001 en réponse aux attentats du 11-Septembre. Elle est la plus longue que les Etats-Unis aient jamais menée.

Cet accord prévoit que les États-Unis s'engagent à retirer d'ici la fin de l'été une partie de leurs 12.000 à 13.000 militaires actuel-

lement déployés en Afghanistan pour n'en garder initialement que 8.600, tout retrait supplémentaire étant lié à des progrès politiques inter-afghans.

L'objectif est d'éviter de faire des militaires américains restants une cible pour les talibans ou des jihadistes d'Al-Qaïda ou du groupe Etat islamique qui opèrent dans le pays, précisent des sources militaires ayant requis l'anonymat.

Risque de dérapage

La situation pourrait dérapier si les forces américaines se retireraient avant qu'un accord politique entre les talibans et le gouvernement afghan soit mis en œuvre, a prévenu un ancien conseiller de l'état-major américain, Carter Malkasian. « Une fois que nous serons partis, les talibans pourraient juger que l'équilibre des forces a changé et qu'ils veulent dénoncer l'accord et reprendre les armes contre l'armée afghane », a-t-il averti au cours d'une récente conférence du Council on Foreign Relations.

>>>> suite à la page 14

L'accord étant basé sur des garanties sécuritaires des talibans, les insurgés devront contrôler leurs troupes sur le terrain au risque de voir certains d'entre eux tenter de faire dérailler le processus, a noté l'ancienne conseillère du Pentagone, Michèle Flournoy.

Il y a toujours «*le risque du saboteur du côté taliban, le combattant local qui ne veut pas rendre les armes*», c'est pourquoi l'accord de paix comprend des mécanismes de communication entre les deux parties en cas d'incident, a-t-elle noté au cours de la même conférence.

Confiance dans les talibans?

L'armée américaine a prévu de garder des éléments des forces spéciales pour poursuivre la lutte contre Al-Qaïda et l'EI, ce qui implique qu'à terme, elle mène des opérations «antiterroristes» dans des zones sous le contrôle des talibans. [...poursuivre l'occupation, mais avec l'accord des talibans...]

C'est pourquoi l'accord prévoit des «mesures d'instauration de confiance» entre les deux parties, et les militaires américains ne cachent pas leur scepticisme sur leurs chances d'avoir un jour suffisamment confiance dans les talibans pour coopérer avec eux contre l'EI ou Al-Qaïda.

Questionné mercredi à ce sujet par des élus du Congrès, le chef d'état-major américain, le général Mark Milley, a noté qu'il «soutenait la signature d'un accord de paix avec les talibans». «Mais je n'approuverai pas le partage de renseignement avec

eux», a-t-il ajouté.

Le défi de la réintégration

Le plus grand défi sera de réintégrer les talibans dans la société afghane après près de 20 ans de guerre, nombre d'entre eux n'ayant connu que le métier des armes, explique à l'AFP James Dobbins, ancien conseiller de George W. Bush et de Barack Obama pour l'Afghanistan.

Un accord de paix durable «va nécessiter qu'ils partagent le pouvoir, ça veut dire qu'ils vont devoir intégrer les talibans au sein de l'armée afghane», ajoute-t-il. «Ce ne sont pas des choses faciles».

Dans un rapport publié fin 2019, l'Inspecteur général pour la reconstruction de l'Afghanistan (Sigar), John Sopko, soulignait que «la réintégration, lorsque les combattants doivent revenir à la vie civile, se faire accepter par leur communauté, et trouver une source de revenus stable, est un processus long et complexe».

Les Etats-Unis devront donc être prêts à investir massivement dans un programme de reconstruction du pays, sans quoi les quelque 60.000 talibans actuellement lourdement armés «seraient déçus de ne pas toucher les dividendes de la paix (et) pourraient replonger dans la violence», a ajouté M. Sopko.

«Il y a encore tant à négocier, que je pense que c'est un processus qui prendra plusieurs années», conclut James Dobbins. L'accord avec les Etats-Unis «est un début encourageant», dit-il.

S'INSCRIRE ET COLLABORER À LA MAILING LISTE ALERTE OTAN

Le Comité Surveillance OTAN anime une liste d'information par e-mail, où sont publiés régulièrement infos, analyses et commentaires relatifs à la politique de guerre de l'Alliance Atlantique.

ATTENTION !!! NOUVELLES ADRESSES :

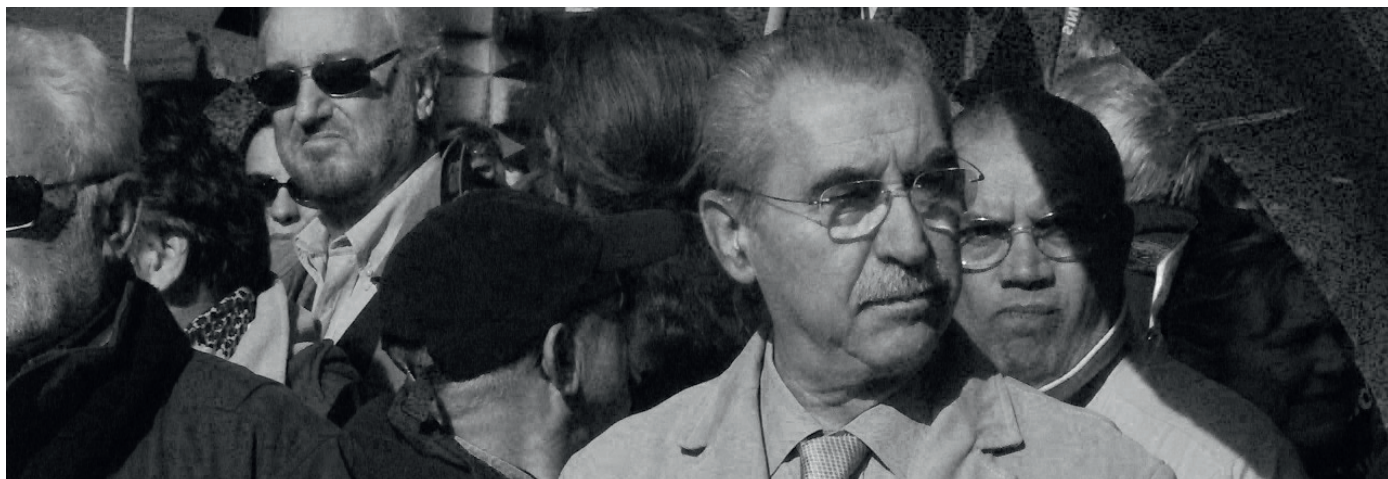
Si vous désirez envoyer des messages, veuillez maintenant utiliser l'adresse

alerte-otan@googlegroups.com

Nous vous rappelons que les messages sont modérés. Les sujets sont centrés spécifiquement sur l'Otan, et couvrent donc en particulier les guerres où l'Otan est concernée. Nous rejetons les attaques personnelles, les messages hors sujet et les commentaires qui n'apportent pas d'arguments à la discussion.

Pour vous désabonner de ce groupe, il suffit d'envoyer un e-mail à l'adresse

alerte-otan+unsubscribe@googlegroups.com.



Décès du journaliste italien Giulietto Chiesa

Giulietto Chiesa est mort quelques heures après avoir conclu, pour le 75ème anniversaire de la Libération et de la fin de la Seconde Guerre Mondiale, la Conférence internationale Libérons-nous du virus de la guerre, qui s'est tenue virtuellement le 25 avril 2020 en Italie. Nous publierons sur la mailing list de Alerte Otan, les textes de cette importante Conférence, dès que possible.

Hommage à Giulietto Chiesa

Communiqué du Comitato No Guerra No Nato

Giulietto Chiesa : Jusqu'au bout en première ligne dans la lutte pour appliquer l'Article 11 de la Constitution, pour que l'Italie sorte du système de guerre

Giulietto Chiesa est mort quelques heures après avoir conclu, pour le 75ème anniversaire de la Libération et de la fin de la Seconde Guerre Mondiale, la Conférence internationale du 25 avril Libérons-nous du virus de la guerre.

Depuis que nous avons, il y a cinq ans, constitué le Comitato No Guerra No Nato (Comité Non à la Guerre Non à l'Otan), nous avons été avec lui dans un engagement continu pour fournir une information véridique sur les causes réelles des guerres ; pour une Italie souveraine et neutre, hors de l'Otan et de toute autre alliance militaire ; pour l'élimination totale des armes nucléaires et des autres armes de destruction de masse ; pour mettre fin au gaspillage d'énormes ressources destinées aux armes et aux guerres ; pour un nouveau système économique et social qui élimine les causes qui sont à l'origine des guerres.

Nous rappelons les dernières paroles prononcées par Giulietto Chiesa en conclusion de la Conférence du 25 avril, à la fin de l'engagement politique de toute sa vie. Paroles véridiques, crues, sur la gravité du moment que nous vivons. Paroles qui appellent à la lutte pour reconquérir les libertés constitutionnelles :

"Nous sommes arrivés à la fin de ce marathon, dont j'espère qu'il a été intéressant pour vous tous. De nombreuses nouvelles choses ont été exposées, avec de nouvelles voix internationales.

Nous nous disons au revoir, un au revoir physique quand nous

pourrons nous rencontrer, même si je crois qu'il ne sera pas facile de reconquérir les libertés constitutionnelles qui ont été suspendues, et nous savons pourquoi.

Nous entrevoyons déjà des signes qui nous montrent les situations difficiles dans lesquelles nous devons combattre pour retrouver les libertés qui ont été suspendues. Nous devons savoir que la situation sera beaucoup plus critique, beaucoup plus dramatique.

Une crise économique de proportions gigantesques plane, qui impliquera et bouleversera (je le crains) l'Italie.

Ceux qui sont en train d'utiliser cette situation comme instrument pour frapper les plus faibles, et les plus faibles ont déjà été frappés, ceux qui ont dans leurs mains les bâtons de commandement les utiliseront, et il sera donc de notre devoir, tous ensemble, de construire une barrière et une capacité de révolte. Nous devons penser à une politique différente pour sortir de cette situation.

Cette conférence s'est faite en ligne, mais il y aura et nous devons faire en sorte qu'il y ait d'autres moments de lutte et de combat politique qui soient physiques, dans lesquels on puisse se retrouver et se regarder dans les yeux".

Comitato No Guerra No Guerra
29.4.2020

Giulietto Chiesa en première ligne jusqu'à la fin

Message de Manlio Dinucci, 28 avril 2020

Giulietto Chiesa est mort quelques heures après avoir conclu, pour le 75ème anniversaire de la Libération et de la fin de la Seconde Guerre Mondiale, la Conférence internationale du 25 avril "Libérons-nous du virus de la guerre". Une conférence en streaming direct, organisée par le Comitato No Guerra No Nato, dont il était un des fondateurs, et par Global Research (Canada), le Centre de recherche sur la mondialisation dirigé par le professeur Michel Chossudovsky.

Plusieurs intervenants -d'Italie et d'autres pays européens, des États-Unis à la Russie, du Canada à l'Australie- ont examiné les raisons de fond pour lesquelles, de 1945 à aujourd'hui, la guerre ne s'est jamais terminée : au Second conflit mondial a succédé la Guerre froide, puis une série ininterrompue de guerres et le retour à une situation analogue à celle de la Guerre froide qui accroît le risque d'un conflit nucléaire.

Les économistes Michel Chossudovsky (Canada), Peter Koenig (Suisse) et Guido Grossi (Italie) ont expliqué comment de puissantes forces économiques et financières exploitent la crise du coronavirus pour s'approprier les économies nationales et ce que nous devrions faire pour contrecarrer ce plan. David Swanson (directeur de World Beyond War, USA), l'économiste Tim Anderson (Australie), le photo-reporter Giorgio Bianchi et l'historien Franco Cardini ont parlé des guerres passées et actuelles, servant les intérêts de ces mêmes puissantes forces.

L'expert de questions politico-militaires Vladimir Kozin (Russie), l'essayiste Diana Johnstone (USA), la secrétaire de la Campagne pour le désarmement nucléaire Kate Hudson (Royaume-Uni) ont examiné les mécanismes qui renforcent la probabilité d'un conflit nucléaire catastrophique.

John Shipton (Australie), père de Julian Assange, et Ann Wright (USA), ex-colonelle de l'US Army, ont illustré la situation dramatique de Julian Assange, le journaliste fondateur de Wikileaks détenu à Londres, qui risque d'être extradé aux États-Unis où l'attend la réclusion à perpétuité ou la peine de mort.

C'est sur ce thème que Giulietto Chiesa a centré son intervention. En voici quelques extraits :

"Le fait qu'on veuille détruire Julian Assange veut dire que nous aussi, nous tous, serons bâillonnés, occultés, menacés, mis dans l'impossibilité de comprendre ce qui se passe chez nous et dans le monde.

Ceci n'est pas l'avenir, c'est le présent. En Italie le gouvernement organise une équipe de censeurs officiellement chargée d'éliminer toutes les informations qui divergent de celles qui sont officielles. C'est la censure d'état, comment l'appeler autrement ? La Rai aussi, la télévision publique, institue une task force contre les "fakes news" pour effacer les traces de leurs mensonges quotidiens qui inondent tous les écrans.

Et puis il y a, pire encore, les tribunaux mystérieux de très loin plus puissants que ces chasseurs de fakes news : ce sont Google, Facebook, qui manipulent les informations et, avec leurs algorithmes et leurs maquillages secrets, censurent sans appel. Nous sommes déjà entourés par de nouveaux tribunaux qui effacent nos droits.

Vous rappelez-vous l'article 21 de la Constitution italienne ? Il y est écrit "tout le monde a le droit de manifester librement sa propre pensée". Mais 60 millions d'Italiens sont obligés d'écouter un seul mégaphone qui hurle depuis les 7 chaînes télévisées du pouvoir.

Voilà pourquoi Julian Assange est un symbole, une bannière, une invitation à la révolte, au réveil avant qu'il ne soit trop tard. Il est indispensable d'unir les forces que nous avons, qui ne sont pas si petites mais ont un défaut fondamental : celui d'être divisées, incapables de parler d'une seule voix. Il faut un outil qui parle aux millions de citoyens qui veulent savoir".

Voilà les dernières paroles de Giulietto Chiesa. Confirmées par le fait que, immédiatement après le streaming, la vidéo de la Conférence a été occultée parce que "son contenu a été identifié par la Communauté You Tube comme inapproprié ou offensant pour certains types de public".

Manlio Dinucci, Édition de mardi 28 avril 2020 d'il manifesto
Traduit de l'italien par M-A. Patrizio

Appel aux lecteurs de ALERTE OTAN : Abonnez-vous & soutenez-nous !

Nous lançons un appel spécial à nous soutenir financièrement en ces temps de pandémie où nous tous refusons de rester confinés et de nous laisser prendre au piège du « restez chez vous », « ne cherchez pas à comprendre les véritables causes de cette crise soi-disant sanitaire et ne dénoncez surtout pas les guerres de l'Otan qui se poursuivent et les dépenses militaires qui augmentent ».

Malgré les difficultés techniques, le n°76 de notre bulletin est sorti. C'est un numéro double.

Versez la somme de votre choix au compte **CSOTAN – IBAN BE94 0682 4474 9114**